

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : www.jj-pat-rey.com

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>

LES MARMITONS PAS BONS

Comment s'étonner que la marmite sociale commence à bouillir sur le feu d'une politique scélérate. Je me demande si nos dirigeants comprennent bien que le pays est au bord de l'explosion sociale ? En tout cas, à la base, tout le monde le sait. **Remember** : monsieur Chirac a été élu par défaut et les blairo-socialistes en sont largement responsables ! A la suite, ceux qui ont voté pour manifester leurs doléances et se sont trompés de moyen, en sont pour leurs frais (et ils sont très élevés). En outre beaucoup d'entre nous qui avons été maltraités, continuons à nous faire exploiter comme des esclaves sur les lieux de travail, nous exhibons cela comme un titre de noblesse : c'est tout ce que nous sommes capables d'imaginer pour revendiquer une dignité ! ... Mais alors je ne vois pas pourquoi les jeunes en auraient moins que nous, des garanties et des protections sociales, si chèrement obtenues. D'ailleurs pourquoi veut-on scinder le corps social en tranches d'âge ? On a les moins de 25 ans, les plus de 50 ans, les quadras, les 30-40 ans, et puis quoi encore ? On va marcher par année comme au service militaire d'antan ? Tout ceci fait le jeu des pouvoirs totalitaires qui ont pour objectif sempiternel de diviser pour mieux régner ! En l'occurrence il s'agit des pouvoirs inféodés au libéralisme économique qui favorisent le communautarisme, les sectarismes, etc. pour mieux décharger l'état de ses responsabilités. Qu'on ne s'y trompe pas, c'est à ce sujet que l'unité dans chaque camp, à Gauche ou à Droite, se jouera.

Pourquoi en veut-on autant aux jeunes dans ce pays ? ... C'est à croire qu'ils font peur ! J'ai ma petite idée là-dessus. Il y en a dans mon bled, dans l'administration ou autre, des gens plutôt limités d'esprit, qui savent tout juste se servir d'une télécommande, mais ils veulent faire la pluie et le beau temps, regardant de haut ceux qui sont pauvres et surtout s'ils sont diplômés... C'est leur petite revanche et cette attitude est plus courante que l'on croit : ces médiocres exorcisent leurs complexes d'infériorité ! On en arrive au paradoxe suivant : des vieux birbes, sans instruction ou presque, qui veulent diriger la société, disent : « ah ! mais la connerie majeure, c'est d'avoir diplômé ces mecs. Maintenant ils

s'accrochent à ça et ils ne voudront pas prendre à moins, c'est sûr ! » etc. En somme ils trouvent normal de dévaloriser les gens pour mieux les obliger à accepter n'importe quoi... Si ce n'est pas une attitude d'esclavagiste, c'est quoi ?

Il y a quand même un petit malaise : se payer un récipiendaire en lettres pour le prix d'un C.E.S (pour les étrangers, notre fameux Contrat Emploi Solidarité, payé 400 euros environ) cela peut passer encore inaperçu, dans le manège du chantage à l'emploi, mais obtenir un ingénieur pour le prix d'un Contrat Emploi Jeune, payé au vieux SMIC, soit environ 800 euros, cela titille un peu les consciences et suscite des interrogations, surtout quand il s'agit de ses propres enfants... Aussi les petits chefs n'en sont que plus acrimonieux à faire valoir leur autorité ! Je ne vous dis pas les frustrations que cela engendre de part et d'autre !

Donc après les stages (main d'œuvre gratuite), l'intérim payé à coups de pied aux fesses, le SMIC jeune et j'en passe et des meilleures, voilà le **CNE (Contrat Nouvelle Embauche)** et le **CPE (Contrat Première Embauche)** qui voudraient créer, au détriment du code du travail, une catégorie de salariés défavorisés (comme s'ils ne l'étaient pas déjà assez) : **les jeunes** ! C'est un fait sans précédent, du jamais vu, du complètement indécent dans notre histoire sociale, et qui plus est une entorse, que dis-je, une grave atteinte, aux valeurs de la République Française qui sont : **Liberté, Égalité, Fraternité** . Hé bien ! mon vieux, avec ça, elles sont plutôt mises à mal et il y a de quoi refaire les barricades ! Cependant je pense à ce sujet qu'il y a mieux à faire et plus efficient, dans l'attente des futures élections ; car les petits caporaux du gouvernement n'attendent que ce prétexte, pour dénoncer la chienlit et nous maintenir sous les lois d'exception qui date de l'époque coloniale !!! Pour les jeunes, il s'agit tout simplement de savoir s'ils veulent devenir des citoyens de seconde zone, à cause de leur âge : une discrimination des plus extraordinaires ! Ensuite, s'ils veulent accepter de devenir des esclaves à vie, corvéables à merci, sans perspectives d'avenir ou très funestes ? Ne voudraient-ils plus refaire le monde, à ce point pourri, si ce n'est au moins pour obtenir justice et améliorer leur sort ? Moi, je le dis, il y a de quoi se mettre en rogne ! ... Beaucoup de leurs aînés des années 50-60 se retrouvent dans des situations précaires quand ce n'est pas au chômage à vie, mais si peu d'entre eux ont lutté contre le « rouleau compresseur » de l'injustice sociale que c'en est pitié, et je ne conseille pas aux jeunes de courber ainsi l'échine, plus longtemps, devant l'inégalité et les dures réalités, mitonnées par la nouvelle aristocratie du « politiquement correct » qui gagne ses privilèges, en jouant avec les valeurs fictives d'un ordre mondial branlant...

La dernière nouveauté des petits barons locaux, dans mon bled, semble-t-il, c'est de faire « mettre à l'amende » les pauvres par des plus pauvres qu'eux : des clochards ou des marginaux qui touchent souvent le RMI et font la manche par-dessus le marché, pour s'acheter à boire. Mais parmi eux, il y a le problème des jeunes qui n'ont droit à rien avant 25 ans et qui n'ont aucun soutien de famille. S'ils n'acceptent pas la domesticité, les petits boulots, souvent dégradants, payés au rabais, ils sont quasiment condamnés à l'exclusion et/ou la délinquance. Je vous le demande où on va comme ça ? ... Il y a même de plus en plus de jeunes qui sont obligés de masquer tout ou partie de leur cursus pour mieux se « vendre » sur le marché de l'emploi, et ceci, rien que pour avoir un boulot alimentaire ; comme bientôt c'est les robots qui feront la plupart des tâches ingrates, même de nous couper les cheveux en quatre, où va-t-on, mes pauvres concitoyens ? ...

Après les administrations et les associations, durant « l'âge d'or » des blairo-socialistes, avec tous leurs T.U.C, C.E.S, C.E.C. et tutti quanti, les entreprises du privé se voient maintenant encouragées officiellement à contourner le droit du travail avec les C.N.E, C.P.E, suivant de près les R.M.A, C.A.E. et cetera. Ouarght ! ho ! la ! la ! la belle série des voies de garage pour les salariés ! Qui sait ce que vont nous sortir encore les têtes froides des technocrates qui jouent aux morpions avec nos fils de vie !!! Je ne vous parle même pas de toutes les exonérations sociales, afférentes, qui ont ruiné entre autres la Sécurité Sociale ! La meilleure incitation d'embauche pour les entreprises, est un besoin réel de main d'œuvre ; tout le reste ne sert qu'à réduire leurs coûts comme si ce n'était pas déjà une préoccupation majeure de ces utilitaristes ! Il n'y a pas de travail pour tous, et le patronat (sous la férule des décideurs en Bourse) y veille de près ; tant il faut un taux de chômage élevé pour rendre dociles les populations. Ces trente dernières années, nous nous sommes enfoncés dans cette tourbière d'un simplisme navrant.

S'il n'y a pas de travail pour tous et que le partager, demande au préalable une harmonisation des régimes fiscaux et sociaux, pour ne pas dire des niveaux de vie (on pourrait au moins commencer par l'Europe) pourquoi considérer le travail comme seule source de revenu convenable, et pourquoi maintenir la pauvreté artificiellement ? Pourquoi ne pas instituer, au niveau européen, un **Revenu Minimum d'Existence**, attribué de par sa naissance et sa citoyenneté, qui serait égal pour tous, à tout âge, et au moins égal au seuil de pauvreté. Sur cette base, pourraient venir se greffer ensuite toutes sortes d'autres revenus par toutes sortes d'activité, et chacun aurait les mêmes chances au départ, en faisant ce qu'il veut de sa vie, du moins en théorie, car malgré l'ipséité, il y a bien des aléas qui pèsent sur l'individu. C'est à ce genre de chantier pour le progrès social que peuvent mener des révoltes, justes et fondées. C'est dans ce genre de chantier propitiatoire que j'attends d'observer la sagacité des personnes qui prennent

des responsabilités, à la tête de l'état et dans les collectivités territoriales, et non pas d'être affligé par des numéros de dompteurs qui en arrivent à oublier la nature de leur pouvoir. Rappelons cette nature : pour ceux qui dirigent l'état, il s'agit avant tout d'exercer des compétences au nom et au profit de la collectivité nationale ; or de ces compétences, on peut douter aujourd'hui, et il me semble qu'on pourrait en discuter plus que jamais, puisque ces compétences et rien qu'elles, justifient « le monopole de la contrainte organisée ».

Jean-Jacques REY

Envoi d' ATTAC FRANCE : <http://www.france.attac.org>

NON A LA CASSE DU DROIT DU TRAVAIL !

réf.. article :

<http://www.france.attac.org/a5953>

Une fois encore, la casse du droit du travail s'accélère au détriment du sort des salariés. La flexibilité de la masse salariale devient le maître mot, le substitut à toute politique de développement social.

Attac s'oppose à ce que les salariés soient une variable d'ajustement, sacrifiés sur l'autel de la rentabilité et du profit.

Par deux arrêts de la cour de cassation du 11 janvier 2006, la jurisprudence française a été modifiée sur le licenciement économique et permet aux entreprises des suppressions d'effectifs « préventives », hors de toutes difficultés. Jusqu'à présent, l'article 321-1 du code du travail, qui régit l'usage du licenciement collectif, ne pouvait être utilisé que pour faire face à des difficultés ou à des mutations technologiques constatées. Dorénavant, une entreprise aura le droit de licencier pour anticiper des difficultés économiques au nom de la sauvegarde de sa compétitivité.

Cette décision ouvre la voie à la légalisation des licenciements dits « boursiers ».

Parallèlement, les mesures gouvernementales ne font qu'agrandir la brèche taillée dans le code du travail : après le contrat nouvelle embauche (CNE), la mise en place d'un contrat première embauche (CPE) autorise à son tour l'employeur à licencier sans motif pendant les deux ans suivant sa signature et d'être exonéré de cotisations sociales pendant trois ans. Pourtant, selon l'OIT (Organisation internationale du travail), la Déclaration européenne des droits de l'homme et le Code du travail, tout licenciement doit être motivé.

Le lobbying des employeurs peut d'ores et déjà se féliciter de tels cadeaux offerts par le gouvernement et la chambre sociale de la cour de cassation. La justice et le gouvernement ont choisi de privilégier l'amélioration de la rentabilité de l'entreprise

en aggravant considérablement la précarité des salariés, affaiblissant ces derniers dans les rapports sociaux, dans leur capacité à défendre collectivement leurs droits et à en conquérir de nouveaux.

Attac dénonce ces politiques de démantèlement des acquis sociaux et du code du travail consacrant la primauté des droits et des profits des entreprises sur les droits et le sort des salariés.

ATTAC-FRANCE,
Montreuil, le 25 janvier 2006

Envoi de CIP-IDF (Coordination des Intermittents et Précaires d'Ile de France)
<http://www.cip-idf.org/>

LE PLEIN EMPLOI EST MORT, VIVE LE PLEIN EMPLOI PRÉCAIRE !

Bonjour,

À quelques semaines de la parade des précaires du 1er mai (Mayday 2006), nous vous invitons à deux journées de rencontres et d'échanges avec les collectifs participants au réseau Euromayday.

RENCONTRES MAYDAY 2006 du 31 mars au 2 avril à la CIP-IDF

- VENDREDI 31 MARS : ACCUEIL, PROJECTION, ETC.
- SAMEDI 1ER AVRIL : L'IDÉOLOGIE DU TRAVAIL, SES MOYENS ET SA FIN
- DIMANCHE 2 AVRIL : CONTRÔLES ET RÉSISTANCES ; VISIBILITÉ ET OUTILS

L'INTERLUTTANTS no 26, un A3 recto/verso (pdf, 1 Mo), est disponible sur :
http://www.cip-idf.org/article.php3?id_article=2631

EXTRAIT :

Réforme des retraites, destruction de l'assurance-chômage, contrôle des chômeurs sans cesse renforcé, loi Fillon, réforme de l'Université, les attaques se sont multipliées depuis des années. Elles ont toutes donné lieu à des résistances, à de multiples formes d'action, de la manif à l'incendie en passant par des grèves ponctuelles ou plus durables, des occupations sur les toits ou dans les halls. Mais nous avons perdu. Peut-être n'avons-nous jamais réussi à formuler un nous, ni dans les textes, ni dans les actes: lycéens, intermittents, précaires de l'Education Nationale ou de la restauration rapide, profs d'un côté, émeutiers de l'autre, nous avons sagement attendu notre tour pour agir.

Aujourd'hui, ce serait aux jeunes de se mobiliser contre le CPE ; les autres ont passé leur tour, il fallait lutter contre le CNE en temps et en heure. Pourtant ce qu'instaurent le CPE et le CNE, c'est un projet de société : celui du plein emploi précaire. La division entre chômeurs et travailleurs que nous n'avons jamais su combler dans nos luttes, ceux qui décident de notre sort, la combleront pour le malheur de tous : des miettes de boulot, des miettes de formation et bien sûr des miettes de revenu, voilà ce qui nous attend. Ces deux contrats sont à ce titre exemplaires : tous les droits pour l'employeur, et rien pour le salarié, pas même celui de démissionner et d'accéder à l'assurance-chômage. Des variables d'ajustement, voilà l'avenir qui nous est promis : trimballé d'une boîte à une autre, d'un statut à un autre, apprenti à quatorze ans, travail de nuit à quinze ans, stagiaire gratuit à vingt, en CDD ou en CNE à trente, en contrat d'avenir à quarante, en cumul retraite boulot de merde à 70 ?

Que voulons-nous vraiment à la place de tout ça ? Si c'est le plein emploi, pas la peine de descendre dans la rue, on l'aura. Entre un CDI à Mc DO ou un temps partiel dans les services à la personne, une succession de contrats aidés, une dose de travail gratuit en stage ou en EMT (Evaluation en Milieu de Travail), ou de l'intérim à plein temps, chacun aura l'embaras du choix. Si même les organisations de gauche et les syndicats en sont désormais à classer tout désir de changement parmi les utopies révolutionnaires, rien n'oblige les principaux concernés, nous tous, à ne pas vouloir autre chose : une activité choisie, bouffer, se loger, se déplacer..., une indemnisation entre les périodes d'emploi qui assure à chacun la possibilité de quitter un boulot, prendre le temps nécessaire pour étudier, se former...

NOUS POUVONS AGIR.

En prenant comme point d'appui la résistance aux destructions programmées de l'assurance-chômage, du droit du travail et du reste. Agir, c'est faire grève, manifester, s'organiser, communiquer, occuper, saboter, mais c'est aussi ouvrir des espaces de discussion et d'analyse dans les facs, les ANPE, les théâtres ou les entreprises.

Par :

Coordination des Intermittents et Précaires d'Île-de-France

AC! Paris (Agir ensemble contre le chômage !) www.ac.eu.org

Envoi d'Alain Springer :

http://zodode.5.50megs.com/PD/AS_mots.htm

<http://www.jj-pat-rey.com/FEUXDELAMER/POESIE/oeuvresamies/page1.html>

Le véritable titre de ce texte est : « Dictature, mode d'emploi » mais compte tenu du fait que nos échanges sont surveillés il est préférable de ne pas utiliser certains mots dans le titre. Bien ! passons au sujet :

Comment préparer une dictature ?

C'est simple. Il faut (entre autre) :

- 1- verrouiller l'information en positionnant des personnes sûres aux postes clef
- 2- être, ou avoir été (voire être encore) Ministre de l'Intérieur
- 3- Préparer le terrain en :
 - a. Manipulant l'information de longue date
 - b. Créant des agitations et des manifestation violentes
 - c. Développant le communautarisme et l'influence religieuse
 - d. Affichant une image « d'homme de la situation »
 - e. Eliminant, médiatiquement pour commencer, les adversaires potentiels
 - f. Générant une situation financière catastrophique.
- 4- Se construisant une image de « parler vrai » refusant la « langue de bois »
- 5- Sachant attendre son heure...

Et c'est le point « 5 » qui est le point de défaillance en général. Voir Mégret et son infortune avec la scission du FN. Les « pépinières » de dictateur génèrent le plus souvent plusieurs prétendants simultanés, ce qui d'une façon quasi systématique entraîne leur auto destruction.

Mais ; de temps à autre un « apprenti » est « au dessus du panier ». Il étrangle la concurrence et a la patience d'attendre, tapi dans l'ombre de son prédécesseur. Celui à qui nous avons affaire actuellement, si l'on peut considérer que sur les points 3a à 3e ; est à peu près opérationnel, et si l'on tient compte du fait que sur le point 3d il n'a pas eu à s'en mêler son prédécesseur ayant réalisé une faillite de l'État ; n'a sans doute pas la patience nécessaire pour maîtriser le point « 5 ». Par contre, pour le point « 4 » alors là, champion toutes catégories !

Alors voilà ! Sommes nous, en France, à la veille d'une dictature ? Impossible pensent les braves gens ! Et pourtant. Il y a quelques semaines, l'Espagne, qui pourtant a vécu quarante ans de dictature il n'y a pas si longtemps, a bien failli faire une rechute ! En 1958 la dictature militaire était à nos portes et nous n'y avons échappés que « grâce » à un coup d'état déguisé en plébiscite et à notre contingent en Afrique du Nord, qui refusa de suivre les « Officiers félons ». Le plein de chômeurs a été refait depuis 2002 par le parti au pouvoir. La paupérisation est florissante ; trois ou quatre millions de Français vivent en dessous du seuil de pauvreté. La démobilisation politique des populations traditionnellement de gauche est savamment orchestrée, à grand coup de dérision polarisée (*) des élus de la République qui ne sont plus désormais appelé autrement que par le sobriquet péjoratif « Les politiques ». L'abandon du syndicalisme est catastrophique, y compris dans le secteur public où il fût durant des décennies le moteur de la France.

Bref... J'en passe... TOUT est prêt !

Ah ! J'oubliais... un des points les plus importants pour parvenir à ses fins, en terme de dictature, c'est de diviser l'adversaire. Et pour ça le « prétendant » n'a aucun souci à se faire ; certains s'en chargent pour lui, à droite comme à gauche... Courage ! Il nous restera la possibilité de demander la nationalité Belge. Comme Johnny !...

ALain SPRINGER,
le 22 février 2006

Envoi de Gilbert Marques :

<http://www.jj-pat-rey.com/FEUXDELAMER/POESIE/oeuvresamies/page1.html>
<http://www.jj-pat-rey.com/FEUXDELAMER/PROSE/oeuvresamies/page1.html>

VUES SOCIALES

Extrait correspondance personnelle (avec sa permission)

.../...

Par contre, je ne partage pas ton point de vue optimiste selon lequel l'informatique est financièrement accessible à tout le monde. Dans l'absolu, tu as raison, ce n'est plus aussi cher qu'auparavant mais dans la réalité, une frange de population de plus en plus grande ne peut pas y avoir accès pour des raisons simplement matérielles. Pense notamment à ceux qui, même en travaillant, sont aujourd'hui obligés de vivre dans la rue parce que leurs revenus ne leur permettent même pas de pouvoir se payer un loyer décent. Même si nos sociétés dites évoluées et riches ont conditionné les gens de façon à ce qu'ils pensent d'abord au superflu avant de songer à l'essentiel, l'accès à ces nouveaux outils leur est interdit. D'ailleurs, je ne suis pas certain qu'ils s'y intéressent vraiment dans la mesure où celui qui a faim pense d'abord à trouver de quoi se nourrir et ça devient une obsession telle que tout le reste n'existe pas dans son esprit.

Je sais, tu vas me répondre que pour ta part, tu n'as pas non plus des revenus mirobolants mais tu as fait un choix et on peut dire, je crois, que le PC, avec tout ce qu'il permet, est ton instrument de travail. D'autre part, par rapport à ceux dont je parle, tu as tout et c'est malgré tout un luxe pour un trop grand nombre. Comment veux-tu qu'un smicard, bossant toute la journée, puisse se payer le luxe d'un PC quand plus de la moitié de son salaire est bouffé par un loyer et qu'il lui en faut plus

manger, payer les charges courantes et assurer la litanie habituelle des premières nécessités à couvrir avec le peu qui lui reste quand il en reste ?

De fait, ce n'est pas normal et il y a quelque chose de pourri dans le royaume de France !

D'ailleurs, cela me permet de passer à un autre sujet pour lequel je vais me permettre de reproduire l'extrait d'une récente lettre que j'ai envoyée à un de mes correspondants, m'écrivant approuver les méthodes et les déclarations d'un certain SARKOSY :

« Voyez, rien de bien extraordinaire dans un contexte politique et social ne cessant de se dégrader. Il m'est d'ailleurs assez difficile d'en être parfaitement conscient dans le sens où j'appartiens encore à une classe que j'estime privilégiée. Ainsi les incidents récents survenus dans les banlieues ne m'ont-ils pas spécialement ému. Il était prévisible que ça péterait à un moment ou à un autre et je pense que le mécontentement perdurera tant que les autorités ne se résoudront pas à éliminer ces cités ghettos afin de séparer les composantes de différentes communautés antagonistes. Le plus triste dans cette affaire reste que les gens qui se sont révoltés se sont trompés de cibles. Ce n'est pas les pauvres biens des leurs semblables qu'ils devaient détruire mais s'en prendre véritablement aux responsables de tout ce gâchis. Cependant, il ne faut pas se leurrer, jamais par exemple ils ne seraient parvenus au centre de la ville. Ils auraient été contenus avant alors que là, on les a laissé faire. Le problème dans tout ça reste entier et si le ministre de l'intérieur n'ajoutait pas de l'huile sur le feu, peut-être penserait-on davantage aux victimes. En outre et à mon sens, la répression accrue faisant peu à peu de la France un pays totalitaire ne résoudra rien si les gouvernants ne s'attaquent pas aux causes de ces malaises. Je citerai un seul exemple qui me paraît totalement aberrant et ne correspondre à rien. Les autorités se gargarisent du nombre de morts qui diminue sur les routes et elles en expliquent la raison dans l'installation de ces fameux radars. Pourtant, ce flicage ne sert à rien ou plutôt, il a des effets pervers. Refuser de reconnaître que c'est avant tout un moyen de faire du fric à bon compte, une sorte d'impôt supplémentaire en quelque sorte, est une ânerie. Ensuite, et il fallait s'y attendre, le nombre de plaques d'immatriculation changé sur les véhicules est en recrudescence comme est en augmentation très nette le nombre de conducteurs conduisant sans permis. Ceci a pour effet de récupérer moins de fric que prévu puisque les fausses plaques ne permettent pas d'identifier les propriétaires ou bien de se tromper de conducteur. Le fait aussi de supprimer les permis sans discernement amène logiquement les punis à continuer de conduire ne serait-ce que pour pouvoir bosser dans la majorité des cas. Il y aurait pourtant une solution beaucoup plus simple et nettement moins coercitive : obliger les constructeurs à faire des véhicules moins rapides et plus sécurisés. Abaisser également le prix du permis quasiment prohibitif aujourd'hui où la voiture est non plus un élément de confort mais bien un outil indispensable à la vie courante. Et enfin, entreprendre l'éducation routière dès le plus jeune âge. En résumé, réprimer ne devrait être que l'ultime recours. Il y a avant tout un travail de sensibilisation et d'éducation à faire mais qui n'est pas entrepris. Tant que les différents gouvernements prendront les solutions à l'envers, nous ne sortirons pas du marasme, n'en déplaise au SARKO national qui ferait bien de se regarder avant de parler de mêtèques et autres racailles. Son nom, semble-t-il, ne sonne pas véritablement français, si je ne m'abuse. Il serait pourtant l'exemple parfait de l'intégration s'il voulait bien se donner la peine de traiter les gens autrement que par le mépris et l'autoritarisme. Ce fut un ministre des finances déplorable et c'est de nouveau un ministre de l'intérieur catastrophique. Je me souviens à ce propos de son premier mandat. Il était venu à Toulouse engueuler la police parce qu'elle

avait mis au point un système de relations d'homme à homme, si je peux employer cette expression, entre les jeunes d'une banlieue chaude de la ville et les forces de l'ordre. Le calme était revenu depuis longtemps en ces lieux à tel point que le quartier était redevenu vivable et que de nouveaux habitants s'y installaient. Puis le SARKO nouveau est arrivé et il a décrété que le social n'était pas le rôle des flics qui devaient se borner à réprimer. Il a viré les responsables, pris des sanctions envers les équipes s'occupant de cette zone. Crise d'autorité qui a eu l'effet contraire à celui escompté puisque la délinquance qui était devenue mineure pour des actes minimes est remontée en flèche avec de nouveaux des règlements de compte et des meurtres, sans compter la reprise des trafics divers et variés dont la drogue. Fichés, surveillés étroitement, les gros délinquants de l'époque ou bien se tenaient tranquilles ou bien avaient émigré sous d'autres cieux. Avec l'effet SARKO, ils sont revenus en force et ont recommencé à semer le bordel. Bref, en quelques minutes d'un discours totalement incohérent et ne tenant aucun compte du contexte de terrain, il a foutu en l'air dix ans d'un travail de patience et de fond. Si c'est ça l'efficacité, c'est parfait dans le sens destructif. A ce niveau là, je ne peux pas l'approuver et même si vous êtes un ancien policier ayant vécu les choses de l'intérieur, je ne peux pas vous suivre sur ce chemin. La seule chose que je puisse éventuellement approuver tient en ce que les gens concernés doivent accepter d'avoir le choix de s'intégrer à la société ou bien de repartir dans leur pays d'origine au lieu de tenter d'installer leurs lois qui ne sont pas les nôtres, d'imposer leur culture au lieu d'accepter de la partager avec celle de ceux qui les reçoivent. L'absolutisme et l'amalgame n'ont jamais été des preuves d'autorité. Dès lors, comment voulez-vous que les Français ne deviennent pas racistes ? Il faudrait à SARKO un peu plus de pédagogie afin que le simple quidam comprenne ce qu'il veut faire. Ce n'est sans doute pas mauvais en soi et ça part peut-être d'un bon sentiment, je lui laisse le bénéfice du doute, mais il ferait mieux de s'occuper effectivement un peu plus de son boulot que de faire du sensationnel pour être à la une des médias. Parce que, voyez-vous, s'il montrait bien l'exemple comme il devrait le faire au lieu de rendre les services d'ordre antipathiques au simple citoyen, vous ne seriez certainement pas en butte à toutes les tracasseries administratives et juridiques que vous connaissez actuellement. Au lieu de ça, on tyrannise les victimes que l'on rend presque coupables des délits subis. Excusez-moi mais je ne conçois ni l'ordre ni la justice de cette manière et malgré ses déclarations fracassantes, SARKO n'a toujours rien résolu ni prouvé. Il préconise seulement des mesures ressemblant à l'arbre qui cache la forêt, autant dire des emplâtres sur une jambe de bois. De plus, son radicalisme ne donnera aucun résultat tant que les moyens nécessaires ne seront pas donnés aux autorités compétentes pour appliquer sa politique mais c'est là un phénomène général. Tous promettent tout ce que vous voudrez mais sont incapables de donner les moyens d'agir. Bien au contraire, ils les réduisent sans cesse et ma foi, privatiser permet de dissimuler sa propre incompétence pour la rejeter ensuite sur le privé. On dirait une politique de cour de récréation : c'est pas moi, M'sieur, c'est lui ! Faut cependant reconnaître à la décharge des hommes politiques que les Français, malgré leurs râleries, sont assez cons dans leur majorité pour continuer à voter pour eux... " Tout ça relève un peu du système je tire d'abord et je parle ensuite. Pas acceptable ! »

Gilbert MARQUES

Envoi de Patrick Obe - Taillefer - Arts, Nature et Patrimoine :

<http://taillefer.ouvaton.org/> & <http://patrick-obe.chez.tiscali.fr/merci.html>

Projet de loi DADVSI (suite)

Il me semble utile de vous contacter à nouveau pour vous informer des éventuelles conséquences du débat confus engagé actuellement à l'assemblée nationale. Merci à vous de prendre connaissance de la déclaration suivante et du dossier consacré à ce sujet. Signez ou non la pétition en ligne si ce n'est déjà fait. Je vous remercie de votre attention.

EUCD.INFO dénonce le mensonge du ministre de la Culture.

EUCD.INFO constate que le ministre persiste à vouloir faire croire que seuls les promoteurs de la licence globale sont opposés au projet de loi. C'est un mensonge. Ce matin, plusieurs organisations, dont l'initiative EUCD.INFO, ont signé un appel commun demandant le retrait du texte de l'ordre jour parlementaire . Certaines de ces organisations sont pour la licence globale. D'autres, comme l'initiative EUCD.INFO ne sont ni pour, ni contre.

Le choix de faire une demande de retrait commun découle d'un constat simple : le texte proposé n'est pas acceptable car menaçant de créer une insécurité juridique majeure pour des millions de personnes. Il menace de plus clairement, et notamment, le droit à la copie privée, la libre lecture, le logiciel libre, la libre concurrence et le domaine public. Il n'est en rien une solution d'avenir pour la rémunération de tous les créateurs. Quant aux conditions d'examen, elle tourne au grand guignol mâtinée de pratiques anti-républicaines.

Dans les faits, le projet de loi du ministre Donnedieu De Vabres est contesté par des milliers d'enseignants, des chercheurs, des bibliothèques, des entreprises, . . . autant d'acteurs de la société civile que l'on retrouve d'ailleurs comme signataires de la pétition EUCD.INFO.

Cette pétition compte aujourd'hui plus de 155 000 signatures de particuliers et près de 900 signatures d'organisations dont 200 entreprises. Elle demande exclusivement, tout comme l'appel commun publié ce matin, qu'un vrai débat démocratique se tienne dans des conditions décentes, et que les droits de tous et de chacun soient réellement pris en compte.

L'initiative EUCD.INFO demande donc au ministre de cesser de faire des amalgames et des simplifications démagogiques jusque dans l'hémicycle. Ces pratiques ne font que le décrédibiliser encore plus, après la «fessée» que lui ont infligé les députés quand il s'est présenté devant eux en décembre.[2]

Références :

[1] Appel commun <http://eucd.info/index.php?2006/03/09/272-appel-commun-au-retrait-de-l-urgence>

[2] Téléchargement d'erreurs pour le ministre
<http://www.liberation.fr/page.php?Article=347058>

Envoi d'Isabelle Costa : <http://costa.songs.free.fr/>

BILLET D'HUMEUR

Nous sommes dans une anarchie :

Sauf que les anarchistes ont des tunes et qu'ils veulent le monde comme ils le souhaitent : esclaves en masse, grosses barrières de flics-militaires-milices et eux bien peinards à s'amuser à manger des pièces d'or pour les vomir, c'est tellement plus hyper, plus fun...

Quand le mur de Berlin est tombé, j'ai pensé : la merde va commencer sérieusement...L'humanité, foutaise !

Plus de mur, donc plus d'ennemi (bidon) : les communistes qui, soit-disant, disaient : "je t'em...sal...de capitaliste" aux américains, mais qui achetaient les centaines de tonnes de blé aux mêmes chaque année...

Comme on manipule la vérité en lui donnait l'illusion de choix et que comme les "cocos" n'étaient plus des ennemis, le Kapital ne s'est plus senti "péter" et a commencé à s'installer à fond les ballons...

Mais là, deux problèmes :

- quand on s'étale sans réellement grandir, on s'affaiblit...
- plus d'illusion de choix : le Marché et le Capitalisme étant la seule voix possible pour l'homme...

Mais GROS, GROS problème : depuis le temps que le capitalisme est là, toutes ses promesses ne sont pas tenues...

Le paradis où tout le monde peut réussir : foutaise !

Amélioration pour tout le monde : foutaise, les grands parents des américains travaillaient moins et gagnaient plus en dollars constants, c'est prouvé.

Paix dans le monde : On rigolerait si ça n'était pas si pathétique.

Amélioration du niveau de vie des pays pauvres : mon "c.." Ca n'a jamais été aussi pire (pas français mais si vrai) !

Autre problème, s'il n'y a plus de choix, les humains s'en rendent compte et commence à ruer dans les brancards (guerre, famine, maladie, chômage, etc.).

C'est pas bon pour contrôler les masses, ça...

Donc création d'un nouvel ennemi et complètement invisible, celui-là : le terrorisme.

Al-Kaida n'existe pas. Comme souvent les actions terroristes sont gérées par les services secrets des pays impliqués.

Je ne vous ferez pas l'affront d'imaginer que vous pensez que les attentats du 11 septembre ont réellement été organisés pas les barbus...

Ils leur fallait un Peal Harbour. Il l'ont créé.

Ils veulent le chaos : trop de gens sur terre, trop difficile à contrôler, ils perdent les pédales...

Nous allons là, à des évènements que nous tous, de par notre instinct et notre intelligence, savons inéluctables...

Sauf intervention ET (oui, oui, rires !), eux seuls pourront peut-être nous sauver de tous ces c... de dirigeants humains qui se prennent pour des Dieux, agissent comme des diables et au final ne sont que des apprentis-sorciers...

Dur, dur !!! Que croire, qui croire, quand croire...Faut-il encore croire ???

Isabelle COSTA

Envoie de Jean-Luc Gonneau : <http://www.la-gauche.org>
pour **RECHAUFFER LA BANQUISE - LE BULLETIN POUR TROPICALISER LA GAUCHE !** de JANVIER 2006 - N U M E R O : 43

TRIBUNE LIBRE *:
UN SIECLE DE LUTTE CONTRE LE LIBERALISME
Par Joël Murat

La tentative d'imposer la mondialisation capitaliste libérale ne date en définitive pas des années 1990, mais remonte en réalité à la fin du 19ème siècle ou les exportations mondiales sont multipliées par quatre de 1870 à 1913, veille du premier conflit mondial. La première tentative de mondialisation se traduit par une forte baisse du coût des transports et des

communications (en 1914, le télégraphe et le téléphone relient les principales places mondiales presque aussi instantanément qu'Internet aujourd'hui), provoquant une explosion des échanges commerciaux accompagnée d'une phénoménale croissance des flux financiers et migratoires.

Le Républicain Jules Méline fit voter en 1892 le tarif destiné à protéger les paysans de la concurrence internationale. En 1906, celui-ci écrit : « La prospérité publique est semblable à un arbre : l'agriculture en est la racine, l'industrie et le commerce en sont les branches et les feuilles. Si la racine vient à souffrir, les feuilles tombent, les branches se détachent et l'arbre meurt. » José Bové pourrait tout à fait écrire la même chose un siècle plus tard.

Le krach financier de 1929 qui a fait vaciller les Etats – Unis fait dire à Paul Claudel, alors ambassadeur de France à Washington : « Il semble que nous nous rapprochons d'une époque où d'une manière absolue la machine tend à éliminer le travailleur. Que deviendront les foules ainsi déversées sur le marché ? Et qui consommera ces produits pour lesquels on n'a plus besoin de producteurs ? Que de problèmes angoissants nous réservent l'avenir et la manipulation de ces foules à verser et reverser sans cesse d'un rayon économique à l'autre. » A cette date, sous la troisième république, la France est une société d'équilibre et de stabilité dans un monde bouleversé par l'industrialisation et l'urbanisation. La structure de la population active au recensement de 1936 en est la plus parfaite démonstration : 32 % des Françaises et Français travaillent dans l'agriculture, 34% dans l'industrie, 34% dans les services. Sur une population totale de 41,5 millions d'habitants, 52% vivent dans les villes 48% à la campagne et le revenu moyen par habitant est l'équivalent de 3420 euros d'aujourd'hui et supérieur de 22% à celui de 1913. Les choix politiques des dirigeants de la troisième République, qui étaient à contre courant des politiques des Etats-Unis et du Royaume Uni, ont porté leurs fruits avec à son apogée, l'instauration des 40 heures de travail hebdomadaire, les congés payés et l'assurance sociale.

La deuxième guerre mondiale mit une fin brutale non seulement à la troisième République mais à toutes ces avancées sociales et humaines et pendant 5 longues années l'obscurantisme religieux et le capitalisme libéral prirent une formidable revanche sur le peuple. En 1945 le Conseil National de la Résistance (C.N.R.), qui regroupait derrière le général de Gaulle tout ceux qui avait pris part à la lutte contre la barbarie fasciste, restaura les idéaux républicains de liberté d'égalité et de fraternité qu'on appelle aujourd'hui « le modèle social français ». Ce modèle tant décrié aujourd'hui par les libéraux de tous poils, c'est quoi en définitive : l'Etat garant de l'intérêt général. Et le 25 juillet 1944, devant les membres de l'assemblée consultative, De Gaulle déclarait vouloir « mettre à la disposition de la Nation la direction et l'exploitation des grandes richesses communes et suspendre le jeu de ces vastes conjonctions et combinaisons d'intérêts qui n'ont que trop pesé sur l'Etat et les citoyens ». A ma connaissance, De Gaulle n'est pas marxiste et pourtant il prône l'idée d'un Etat fort qui garde la main mise sur le marché, pour une juste répartition des richesses du pays. Il s'en suivra les nationalisations des fleurons que sont EDF, GDF, la SNCF, le secteur bancaire l'instauration de la sécurité sociale et des caisses de retraites par répartitions, etc.. C'est ce qu'on appelle les « trente glorieuses », qui permettront à la France de se hisser au 4ème rang des puissances économiques mondiales. La SNCF est capable de produire cette merveille technique qu'est le TGV, la coopération entre Etats permet de mettre en place la société nationale Aérospatiale pour construire cette autre merveille qu'est le Concorde, les chantiers de ST Nazaire, alors nationalisés, construisent le paquebot France, EDF modernise sur tout le territoire de la République la distribution de l'électricité, développe et construit les premières centrales nucléaires. Les PTT construisent un réseau téléphonique et contribuent à apporter le téléphone

dans tous les foyers. Des sociétés nationales d'autoroutes sont créées afin de réaliser un maillage autoroutier qui desservira presque toutes les régions de France. C'est cela le modèle Français que cette droite ultra libérale au pouvoir aujourd'hui est en train de détruire, en bradant tous ces fleurons qui ont permis à la France de compter dans le monde . Sous couvert de modernité, le monde qu'ils contribuent à mettre en place est aussi cruel que celui où vivaient les hommes préhistoriques, la seule devise est : les plus forts et les plus malins s'en sortent et les autres, ils sont exploités ou ils crèvent.

L'élection de François Mitterrand en 1981 fut certes porteuse d'espoir après le septennat calamiteux de Giscard d'Estaing, pendant lequel les idées libérales revenaient au galop ; cela avait d'ailleurs déjà bien commencé sous l'aire pompidolienne. Mais après une politique de relance économique de type keynésienne, mais sans aucune perspective ni aucune vision politique à long terme, c'est l'échec sanctionné par plusieurs dévaluations du franc. Deux ans plus tard, en 1983, l'instinct de survie politique de Mitterrand et du Parti Socialiste est bien plus fort que l'avenir de la France. Mitterrand et les socialistes se convertissent donc au marché et le Président de la République fait « don » à la France d'un jeune premier ministre moderne issu de l'ENA. Cet homme jeune, moderne, providentiel, se nomme Laurent Fabius : il a en fait pour mission d'assassiner le modèle français.

Depuis cette date, les gouvernements de gauche comme de droite ont tout mis en œuvre pour que le marché gagne en influence, tout en affirmant le contraire. La fuite en avant vers le libéralisme fut accentué par la chute du communisme dans les pays de l'Est : à partir de là, le monde ne fut plus multipolaire mais unipolaire et les vainqueurs : les Etats-Unis, veulent imposer partout dans le monde leur conception de la société et de l'économie. Pour eux rien ne doit entraver le marché. Sous couvert de libre circulation des hommes, des marchandises et des biens, ils imposent la marchandisation de tout, même de l'humain. Le libéralisme est une doctrine qui veut imposer sur toute la planète, un « homme nouveau » au service exclusif de l'économie de marché, c'est, en somme, produire pour produire, consommer pour consommer, sans se préoccuper de comment et dans quelles conditions on produit, et sans se préoccuper si cette production correspond à un besoin réel pour le consommateur, et si à terme celui-ci ne va pas être en position de surendettement au risque de finir dans la rue. Les libéraux de tout poil qui condamnent les services publics, le plan et l'Etat, et qui clament les vertus de la corbeille et du marché, s'enkystent dans une fuite en avant qui conduit l'humanité vers une catastrophe sans précédent.

Les républicains radicaux se doivent de dire Non : il peut en être encore temps si nous avons la volonté de rassemblement du peuple Français, au nom de notre idéal républicain qui passe par des hommes d'exceptions, qui ont su en leur temps montrer la route. Ces hommes sont : Victor Hugo, Gambetta, Jules Ferry, Jaurès, Clemenceau, Léon Blum, Jean Moulin, De Gaulle, Mendès-France et bien d'autres qui, dans l'ombre, ont eux aussi œuvrer pour que ce modèle, acquis au prix de deux guerres, de la sueur et du sang de nos aïeux, puisse apporter aux générations futures, une vie meilleure que la génération précédente ; ce qui est très loin de ce que nous préparent ces bonimenteurs qui gouvernent ou veulent gouverner la France au détriment de son peuple.

« Quand la lutte s'engage entre le peuple et la Bastille, c'est toujours la Bastille qui finit par avoir tort. » (Charles de Gaulle). Cette formule est propre à inquiéter nos prétendus « élites ».

***Les tribunes libres n'engagent pas la rédaction**

Envoi de Myrabelle : <http://myrabelle.chez.tiscali.fr/>

**TRES GRANDE DIFFICULTE DE BEAUCOUP DE PERSONNES
A LAISSER EXPRIMER TOTALEMENT
LES SENTIMENTS, LES EMOTIONS
ET PAR CONSEQUENT AUSSI LES CAPACITES
DES GARCONS DONC DES HOMMES
(PAR UN MANQUE DE CONFIANCE ENORME EN EUX)
LEUR HUMANITE**

Il y a un très grand manque de savoir être, une très grande, très profonde difficulté dans la majorité des endroits de notre planète, et cela depuis des générations, à laisser exprimer l'humanité que les garçons, et par extension que les hommes, possèdent... **mais que, ils ne peuvent et surtout ils ne doivent pas, laisser échapper : la moindre trace de sentiment, d'émotion(s), donc d'humanité, sous peine d'être considérés, ou plutôt étiquetés, catalogués...** par presque l'ensemble de la population ((hommes et femmes (et enfants) confondus, tellement cette idée négative est ancrée profondément en un grand nombre d'entre nous, ce qui est très dramatique)), **comme des « lopettes », comme des sous-hommes, en somme !!!**

Ces garçons sont donc très souvent élevés par des personnes (parents, proches,...) qui leur font croire, ce qui est faux, et qui ensuite leur laissent croire, ce qui est très grave, que les garçons et donc que les hommes doivent être durs, insensibles, ne pas ressentir de douleur, ni d'émotions, et donc ne leur manifestent pas trop d'attentions : en les privant un peu ou beaucoup plus que les filles, de câlins, en ne les félicitant pas beaucoup de ce qu'ils font (pour ne pas les encourager et encore moins pour les inciter à dire ce qu'ils ressentent), etc...

Alors que les hommes souffrent autant que les femmes...

mais la grande différence c'est que, à force de pressions morales, familiales et extra-familiales, et même et surtout sociales, ils ne l'expriment pas... leur souffrance, et à fortiori leurs souffrances !!! et en ressentent une grande tristesse, et quelquefois une lassitude de leur vie, car se disent-ils, à quoi bon vivre dans ces conditions si on les empêche d'être totalement eux-mêmes ! (sans se dire que : leur vie leur appartient, et qu'ils sont capables de décider pour eux, et donc qu'ils peuvent dire aux autres «NON !»)

Or, les hommes avant d'être des hommes, sont d'abord des êtres humains !!!

Et une des différences avec les animaux, est que les êtres humains et donc aussi les hommes, sont capables de reconnaître en eux ce qui leur fait mal : la douleur, mais pas seulement, aussi ce qui leur fait du bien, les rend joyeux : leurs bonheurs, et capables eux aussi de les révéler : par leurs sentiments, leurs émotions,..., et aussi par le biais de leur conscience (de leur cerveau, et de leur cœur), de les formuler, et même de, peut-être beaucoup plus tard, arriver à tourner la page... et de se servir de leur savoir, pour ne plus commettre à nouveau leurs erreurs...

Et ce "sacrilège" : d'oser montrer leurs sentiments, (ce qui est pourtant naturel, non ?), envers qui ces garçons et donc les hommes sont-ils censés le commettre ? Juste envers des personnes qui ne leur font pas confiance pour être capables de prendre eux-mêmes en main leur destinée et être capables d'être heureux en étant eux-mêmes,... et qui voudraient les mettre dans un moule afin de les façonner... selon une image, un stéréotype faux !!!

Car une des idées maîtresses de nos sociétés était dans les générations antérieures, et encore un peu actuellement, est de considérer (à tort bien évidemment) que les hommes doivent être forts, costauds : mais c'est uniquement pour les convaincre, si un jour, hypothétique et donc pas sûr du tout, il y a la guerre..., de ne pas se poser (trop) de questions personnelles, et d'aller combattre les autres hommes..., d'autres hommes qu'ils ne connaissent pas personnellement et par extension qu'ils ne haïssent pas personnellement...mais juste au nom d'une idéologie...

Et donc, de nier que les hommes sont capables de ressentir des émotions et ne pas leur permettre de les exprimer, donc de les montrer, est très grave, car cela les empêche :

- d'être totalement eux-mêmes,

*et donc d'être toujours obligés de se contrôler pour ne pas montrer la moindre parcelle d'humanité,

*et de ne surtout pas, jamais, montrer leur intérieur, ce qu'ils ressentent au plus profond d'eux,...

Finissant, à force :

** par nier, et donc par cacher, même à eux-mêmes, leurs vérités, leur sentiments, ..

Certains pouvant même devenir insensibles, à force de ne plus être eux-mêmes, et par ne plus savoir qui ils sont... et pourquoi ils sont sur cette terre... (et peut-être par en finir avec leur vie) puisqu'ils n'ont pas le droit d'être totalement eux-mêmes !!!

Triste, non ??? Alors...

Comment lutter contre ce fléau ?

Considérer les garçons avant tout comme des êtres humains à part entière, devant recevoir une part importante (autant que les filles), de câlins, de félicitations, d'amour... afin de :

- avoir confiance en eux, et en leurs capacités innées et acquises,

- se savoir important aux yeux des autres,

- savoir qui ils sont et ce qu'ils veulent,

- d'être heureux : car pouvant exprimer totalement leur personnalité,

- et d'avoir envie de voir de quoi sera fait demain, et après demain, donc de continuer à avoir envie de vivre leur vie !!!

Myrabelle

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : www.jj-pat-rey.com

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>